



attac

# Le Courriel d'information

n°297 – Vendredi 04 janvier 2002.

## CACHOTTERIES

### Dans ce numéro

#### 1. Invitations aux voyages

La contribution du tourisme à l'uniformisation du monde n'a pas dit son dernier mot. Si nous n'y prenons garde, des parcs d'attraction « universels » et aseptisés risquent de pousser comme des champignons. Après avoir détruit les derniers « paradis terrestres », l'industrie touristique recréera des paradis stéréotypés. Nous doter d'une vision claire et complète des enjeux touristiques mondiaux, c'est la base indispensable de la résistance à cette fuite en avant.

#### 2. Parlons dette

Le nouveau piège de la colonisation financière, c'est la conversion. Ce nouveau cheval de Troie est l'arme fatale, des soldats du FMI, comme en témoigne aujourd'hui la situation de l'Argentine. Nous avons connu les moines-soldats, nous connaissons aujourd'hui les économistes-soldats du FMI

#### 3. Les petits secrets de Doha

On rapporte que le Secrétariat de l'OMC est intervenu lorsque le comité d'accueil qatari a mis une affiche avec les sigles des compagnies parrainant l'événement. Le sommet de Doha était parrainé, entre autres, par ExxonMobil, TotalFinaElf, DaimlerChrysler, Samsung et la banque nationale du Qatar. Le Secrétariat de l'OMC a fait ressortir que les politiques de parrainage étaient de la responsabilité des hôtes, soit du gouvernement qatari .

### Invitations aux voyages

1- Tourisme ou tourisme ?

par Anne Amblès

Le thème du tourisme est à la mode, on critique les relations de domination entre touristes du nord et populations du sud. Le tabou est brisé. S'il est de bon ton depuis des décennies de critiquer les ghettos à touristes blancs, il est grand temps d'approfondir la critique et de s'attaquer aux mythes néo-libéraux.

Les touristes sont de plus en plus nombreux à se soucier de l'impact de leurs vacances sur les territoires et les sociétés. Le changement de mentalité est en marche, la récupération par les voyageurs le talonne.

LIER LES DIMENSIONS LOCALE ET GLOBALE, c'est aussi identifier les problématiques au nord dans ce qu'elles ont de commun avec celles (autrement dévastatrices) du sud : exploitation croissante, précarité de l'emploi touristique, pollution, coût minimalisé des transports entraînant leur démultiplication, populations et territoires sacrifiés. Analyser, expliquer, replacer les problématiques dans leur contexte économique global, dénoncer les critiques de

surface et les alternatives factices, élaborer et diffuser des outils d'évaluation, apporter des pierres pour construire cet autre monde possible : le tourisme illustre les problématiques de la globalisation et offre un champ de réflexion fertile quant aux interactions économiques, écologiques, sociales et culturelles.

LE TOURISME EST UNE CONSOMMATION INEQUITABLE, ALEATOIRE ET DELOCALISEE.

Etre touriste c'est, à peu d'exceptions près, consommer : on choisit un voyage comme une voiture ou un appareil ménager, et de plus en plus dans les supermarchés ou sur internet ; pour et pendant le voyage on consomme beaucoup. C'est bon pour la croissance économétrique, donc soi-disant pour la richesse. On peut transposer au tourisme la plupart des analyses et méthodes du commerce équitable ; mais le touriste consomme du rêve, des espaces, une population, une culture, de la couleur locale ; surtout, c'est lui qui est transporté : le produit, lui, ne peut être stocké, il est considéré comme une exportation, sa clientèle est volatile...

D'autre part, un tremblement de terre, une guérilla, une récession ou des attentats (même aux antipodes) pourvu qu'il s'agisse de la



attac

superpuissance) font chuter la demande parfois jusqu'au néant.

LA DEMANDE TOURISTIQUE SE DIVERSIFIE ET ELLE AUGMENTE EN MOYENNE DE 4% PAR AN tant au niveau français qu'au niveau mondial. La tentation est grande, pour les investisseurs, décideurs et aménageurs, d'essayer de profiter de cette manne pour développer un territoire, au nord ou au sud. Malgré des ravages constatés et analysés depuis des décennies sur tous les continents, le mirage du développement par le tourisme fonctionne encore avec sa cohorte d'espoirs bientôt déçus. (AGIR ICI vient de lancer une campagne « quand les vacances des uns font le malheur des hôtes », en juillet 2001 Alternatives Economiques a consacré un dossier aux dégâts du tourisme, pour ne citer que deux bilans très succints et très récents).

LE TOURISME EST UNE ACTIVITE DEPENDANTE, bien au-delà des aléas de fréquentation : il entérine les discriminations dans la liberté de circulation, fausse l'image du monde, proclame que « le monde est à tout le monde » et ouvre de vastes territoires à l'invasion insouciant. Si on a de quoi investir, les anciennes colonies s'offrent à l'invasion, avec la complicité des élites locales. Si on n'est pas vraiment pauvre, on peut toujours aller chez plus pauvre que soi et s'y sentir presque riche. Si on vit pauvre dans un pays pauvre mais touristique, on essaye de tirer son épingle du jeu auprès des occidentaux, joyeux bidochons en bermuda et caméscope ou appareil photo au cou, ou individus portant leur sac sur leur dos et traquant sans scrupule l'authentique ou le pas cher.

Les congés payés ont permis de renouveler l'énergie des salariés, les voyages en pays « exotique » consolent de vastes catégories de population. Nombre de voyageurs assouviennent des fantasmes dominateurs voire pervers, alimentant des trafics et des formes modernes d'esclavage.

L'immense majorité des « populations d'accueil » touristiques n'a pas choisi d'accueillir. On les a vendues, étalant des faciès et des costumes sur des magazines de voyage, des catalogues ou des panneaux publicitaires. On a marchandisé leur culture traditionnelle, quitte à les obliger à singer leurs propres rituels, à se déguiser, à pratiquer une chasse archaïque, parce que cela fait partie du produit touristique commercialisé. On a transformé leur solidarité communautaire en concurrence et individualisme.

On donne la priorité aux « besoins » des touristes par rapport à ceux des populations,

notamment en eau, en terres cultivables ou constructibles, ce qui mène à l'accaparement foncier et immobilier et à des déplacements de population (par exemple, pour implanter des hôtels et des golfs en région aride ou un troisième aéroport en Ile-de-France). L'ouverture des marchés et l'abaissement des barrières douanières, imposés en particulier par le FMI dans les pays endettés, réduit de beaucoup les activités productives induites par le tourisme puisque coût de production, standardisation, qualité, délai, régularité et volume jouent en faveur de l'importation de biens de consommation pour satisfaire la demande des touristes

#### LE TOURISME LAVE PLUS BLANC

Quelle est la participation des bénéficiaires du tourisme à la spéculation financière, et quels sont les liens exacts entre tourisme, casino et blanchiment ? L'article de Jean Chesneaux dans le Monde diplomatique de janvier 1996 fait le tour des petits paradis fiscaux européens. Le tourisme est un bon alibi pour les blanchisseurs, et si les Bahamas sont trop luxueuses pour le tourisme de masse, elles évoquent le rêve stéréotypé de cocotiers, sable blanc, mer chaude et propre. A Chypre, les mafiosi russes bronzent en blanchissant (les experts estiment les flux annuels de Russie à Chypre à 1 milliard de \$). Un monde sans loi, remarquable atlas de la criminalité financière, explique un cycle de blanchiment par des pseudo-touristes japonais acheteurs de produits de luxe en Europe. Les flux massifs des capitaux et bénéficiaires touristiques dissimulent facilement des transferts illicites.

#### LE DEVELOPPEMENT DURABLE A TRAVERS LE PRISME NEO-LIBERAL

La recherche du profit à court terme a mené au déclassement de nombreux espaces où seuls les pauvres acceptent encore de bronzer sur des plages bétonnées et polluées. Dans le pire des cas, le tourisme est une mono-activité, le territoire ne vit plus que des invasions saisonnières, il est spolié de son identité, et son attractivité diminue d'autant. Le tourisme consomme très vite son propre potentiel s'il n'est pas rigoureusement maîtrisé.

Afin de rentabiliser au mieux les investissements, on se tourne aujourd'hui vers le développement touristique durable. Vision à long terme et maîtrise des flux touristiques au lieu du tourisme de masse sans anticipation : c'est la théorie en vigueur à l'Organisation



attac

Mondiale du Tourisme (OMT, agence ad hoc des Nations Unies) et dans un nombre croissant de ministères du tourisme. La Charte du Tourisme Durable (1995, [www.insula.org](http://www.insula.org)), déclinaison très officielle des principes de Rio, trop radicale pour l'industrie touristique, n'a pas été diffusée par l'OMT, qui lui a substitué le Code mondial d'éthique du tourisme (1999), aux forts accents néo-libéraux. Le tourisme durable est certes officialisé, mais dans sa version édulcorée, donc vidée de son sens profond. En réalité, la même logique d'investissements de capitaux du Nord dans le monde entier est à l'œuvre, et la méthodologie promulguée au sommet de la Terre de Rio est exhibée, mutilée, comme alibi. « Ainsi a-t-on vu les champions de la cause néo-libérale s'approprier [...] le "développement durable", repris, réinterprété de façon à démontrer qu'il suffit de respecter la seule rationalité du capital pour que la reproduction des sphères sociale et naturelle soit automatiquement assurée, alors que ce concept a précisément été forgé en raison des ravages que cette même rationalité provoque dans les sociétés et la nature. » (René Passet, *Eloge du mondialisme par un "anti" présumé*, Fayard, 2000, p.9 & 10).

L'ECOTOURISME est présenté par l'industrie touristique comme l'application des principes de Rio, ou du moins comme une façon de préserver l'environnement, mais il n'est qu'une nouvelle façon de faire du profit en exploitant le besoin croissant de nature des clientèles occidentales. Il est majoritairement aux mains des transnationales, et concourt à l'appauvrissement des populations locales, dont il accapare des ressources traditionnelles (pêche, exploitation forestière limitée, chasse, agriculture...) sous prétexte de protection ; leur mode de vie est bouleversé, toute leur culture est violentée. Ceci est particulièrement dramatique pour les peuples autochtones dont les territoires deviennent des réserves naturelles. L'environnement pâtit des infrastructures d'accès et d'accueil et de la fréquentation accrue par des soi-disant initiés qui ignorent la fragilité de ces milieux et qui viennent simplement les consommer. Quant aux investisseurs, ils sont guidés par le marketing et maintiennent le cap du modèle de développement à tout va. « Tandis que le profit prend le pas sur la protection de la nature, la durabilité de la nature est interprétée comme la durabilité du capital, la protection de la nature est traduite en protection du profit, et la moralité de la planification multigénérationnelle est transformée en poursuite de profits dans le libre marché de la nature » (Joe Bandy, *Public Culture*, vol. III,

n°3, 1996, cité dans *Transverses-info* n°24, avril 2001).

L'exigence du sommet de Rio la plus occultée est la redistribution des richesses entre Nord et Sud. On « oublie » aussi le caractère indissociable des trois composantes (économique, environnementale et sociale) et la condition de leur synergie : la décision locale et réellement démocratique par les populations concernées. Ainsi, nul ne peut prétendre faire du « tourisme durable » sans cette approche globale. Ni les transnationales, qui éludent la question sociale et autres enjeux non rentables, et redoutent leur blason grâce à leur « gestion environnementale », ni les citoyens qui multiplient les voyages en avion, même pour aller faire du tourisme « équitable », militant, éthique ou autre. En effet, ne pas compromettre la satisfaction des besoins des générations futures, c'est aussi être lucide face à la consommation d'énergies fossiles et à la pollution.

#### LA MODE EST AU TOURISME ETHIQUE, SOLIDAIRE ET POUR LE DEVELOPPEMENT.

A l'initiative de l'ONG Tourism for Development, certains voyagistes et hôteliers lui versent une sorte d'impôt volontaire (1 \$ par voyageur et par nuitée) pour financer des projets locaux de développement, afin que les populations des pays très touristiques ne voient pas que l'envers du décor et se montrent plus accueillantes. C'est le cas typique d'une autocritique modérée qui prend acte de quelques effets pervers et prétend les avoir tous dénoncés. Panser quelques plaies ouvertes par la recherche effrénée du profit n'est pas ce que nous entendons par développement.

Certaines ONG ou petites entreprises proposent un « tourisme solidaire » aux contours imprécis : on reversera quelques % du prix de votre voyage à des projets éducatifs, sanitaires ou sociaux sur place. De quoi se donner bonne conscience. D'autres commercialisent des offres touristiques émanant véritablement de besoins locaux et favorisant l'autonomie d'un territoire sur la base d'une pluri-activité, d'une participation des femmes, d'une gestion démocratique à vocation sociale... Comment s'y reconnaître si on ne se contente pas de choisir une appellation rassurante ? C'est une des pistes de travail des militants pour un tourisme responsable, nous tâchons de coordonner nos efforts afin d'œuvrer à la transparence par l'information et la stimulation des prestataires. (association Transverses, principale référence française en matière de réflexion critique sur le



attac

tourisme, transverses@wanadoo.fr ; Tourism Concern en Grande-Bretagne ; le réseau TEN au niveau européen...).

IL IMPORTE DE REGULER ET D'INFLECHIR LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE à plusieurs niveaux : imposer des règles au tourisme de masse, presque intégralement aux mains d'entreprises transnationales comme ACCOR, MELIA, TUI, qui couvrent un large spectre d'activités touristiques et connexes ; réguler le tourisme dans son ensemble ; développer des alternatives. Le dernier point incombe en grande partie aux associations, mais le contexte réglementaire peut les favoriser ou au contraire, si l'AGCS met ses menaces à exécution, les lamener. La volonté politique est donc, comme ailleurs, déterminante, et, à son tour, la fermeté des exigences citoyennes doit servir de levier.

INVENTER UN AUTRE TOURISME EST POSSIBLE. Des voies très diverses sont déjà esquissées, beaucoup plus épanouissantes pour les touristes, et véritablement propices au développement local et mondial. Il faut d'abord se libérer des modes, des conditionnements, des stéréotypes, des privilèges et des relents de colonialisme : rude tâche collective, à intégrer par chacun à son propre rythme.

Quelques alternatives parmi d'autres :

Des villageois de très nombreux pays complètent leurs revenus grâce à des formules variées de tourisme rural et à la vente directe de produits locaux, individuellement ou collectivement (parfois c'est une coopérative de femmes).

Des associations proposent, à toute petite échelle, la familiarisation avec la vie locale. Mass Education propose une véritable médiation culturelle en même temps que l'immersion dans la vie de Calcutta et des environs ; Tourisme & développement solidaires offre l'accueil dans des villages burkinabés ; Djembé propose une initiation à l'artisanat traditionnel dans des villages ivoiriens.

Des membres d'associations internationales, thématiques, politiques ou simplement touristiques s'hébergent mutuellement grâce à des réseaux formalisés ou non et découvrent des pays étrangers sans le filtre du tourisme conventionnel. Ce tourisme échappe en partie au secteur marchand.

Les voies réservées aux circulations non motorisées se développent en Europe. Vélo,

marche à pied ou autre transforment la perception des paysages et des espaces, et favorisent les contacts. De quoi se dépayser tout près de chez soi.

Des sites internet répertorient ces offres afin de contourner la grande distribution touristique.

Nous sommes mondialistes, nous refusons le repli sur soi, nous voulons des échanges justes, réciproques, équitables : pourquoi les frontières ne sont-elles ouvertes qu'aux gens réputés solvables, aux marchandises et aux capitaux ? Comment concilier mondialisation et diversité biologique et culturelle ?

La contribution du tourisme à l'uniformisation du monde n'a pas dit son dernier mot. Si nous n'y prenons garde, des parcs d'attraction « universels » et aseptisés risquent de pousser comme des champignons. Après avoir détruit les derniers « paradis terrestres », l'industrie touristique recréera des paradis stéréotypés. Nous doter d'une vision claire et complète des enjeux touristiques mondiaux, c'est la base indispensable de la résistance à cette fuite en avant. Notre volonté de nous réapproprié ensemble l'avenir de notre monde et notre créativité feront le reste...

Anne Amblès, [anne.ambles@wanadoo.fr](mailto:anne.ambles@wanadoo.fr) (militante d'attac 17 et co-rédactrice de [www.tourisme-durable.net](http://www.tourisme-durable.net), site interactif d'information et de débat proposant des liens vers de nombreux autres sites). Si vous êtes intéressé(e) par un groupe de travail « tourisme & globalisation », prenez contact !

2- La démarche TFD ou comment le consommateur-voyageur devient un acteur efficace du financement du développement durable

Un tiers des 6 milliards d'habitants de la planète vivent dans une pauvreté extrême, victime d'injustes inégalités. Comment dans ces conditions ne pas s'attendre à des affrontements violents ? Le Président de la Banque Mondiale, James WOLFENSOHN s'en inquiétait déjà en juillet 2000 : « Les Etats-Unis et l'Europe ne comprennent pas que si l'on n'investit pas massivement dans le monde en développement, il n'y aura pas de paix dans vingt ans. Le problème de ces pays est le problème de tous ». Il n'aura pas fallu attendre vingt ans pour voir ses sombres prédictions se concrétiser ! Pire, la politique ne paraît plus être un instrument efficace. Pour combattre la misère, l'enquête «



attac

La Voix des pauvres » de la Banque Mondiale de mars 2000 révèle que les États sont jugés « absents » voire « néfastes dans la lutte contre la misère ». Elle réclame d'urgence la mise en œuvre de « stratégies novatrices ».

L'association loi de 1901 « Tourism For Development » (TFD) dont le siège est à Paris veut apporter une solution en prouvant que la première industrie mondiale, celle des voyages, peut être un levier extraordinaire pour se battre contre la misère en assurant un développement durable aux populations les plus démunies des pays visités.

Tourisme et misère : la confrontation

Comment ne pas devenir violent quand, la faim au ventre, un homme croise quotidiennement des touristes qui portent sur eux un matériel photo d'une valeur supérieure à son maigre revenu annuel ? Les voyageurs peuvent devenir alors des cibles ou des monnaies d'échange pour interpeller les gouvernements locaux ou l'opinion internationale. A Jollo ou Louxor, en Casamance, en Namibie, en Turquie, au Yémen, mais aussi dans les pays développés... les exemples d'attentats et d'agressions se multiplient. Dans certains pays la misère oblige à « enfermer » les touristes dans des zones réservées, limitant ainsi la liberté fondamentale de se déplacer et de rencontrer les populations. Dans d'autres, la misère a fini par faire disparaître le tourisme : Haïti est bel et bien rayée de la carte mondiale des « paradis » touristiques. Sous d'autres cieux, la prostitution infantile est générée par cette même misère... Depuis le 11 novembre, l'industrie mondiale du tourisme est frappée de plein fouet. Les premiers génés ne sont pas les voyageurs en manque d'exotisme mais bel et bien les populations des pays d'accueil qui voient fondre leurs maigres moyens de subsistance comme neige au soleil, dans l'indifférence totale. Aujourd'hui, leur situation est critique et porte le germe de nouvelles violences à venir... Ne plus voyager, c'est les condamner et c'est aussi se mettre en danger !

Pourtant, le voyage ne suffit pas. Voyager, c'est aussi et surtout partager. Le tourisme est dans son essence un formidable levier de compréhension des peuples, de solidarité internationale, d'échanges humains et ... de partages financiers. Pour nourrir un homme, le soigner et le loger, l'argent est le vrai nerf de la guerre : les grands discours ne sont pas suffisants, les O.N.G. qui œuvrent sur le terrain le confirment.

TFD : une démarche originale aux effets concrets

Créée en 1998, « Tourism For Development » veut agir tout de suite en s'appuyant sur une nouvelle révolution douce : celle du consommateur. Il est en effet le seul maître de la machine économique. A l'heure où ce dernier se responsabilise davantage et souhaite de plus en plus donner un sens éthique et citoyen à ses actes d'achat quotidiens, il peut donc, par son pouvoir, exiger une meilleure répartition des richesses. En mettant en place une « banque de redistribution », TFD veut redistribuer une partie des bénéfices du tourisme international au profit d'O.N.G. qui ont fait leurs preuves dans les pays visités et qui œuvrent dans le domaine du minimum vital (eau, nutrition et habitat). Son moyen : la labélisation qui permet au consommateur d'y voir plus clair dans ses choix d'acheteur et de citoyen. Le label « Tourism For Development » est ainsi accordé aux hôteliers ou voyageurs qui acceptent de redistribuer un pourcentage de leurs bénéfices (1%, maximum 1\$ par nuitée et par personne) pour financer des micro-projets de développement. Ce système de labélisation a démarré en septembre 2000 sur le marché français avec la sortie d'un premier guide TFD/FNAC proposant aux consommateurs 17 produits touristiques labélisés dans 11 pays. Un an plus tard, le 3ème guide TFD/FNAC propose 76 produits labélisés dans 26 pays. Enfin, les six premiers micro-projets financés par la labélisation du premier guide ont été choisis en mai 2001 : eau à Madagascar avec l'association « Ecole du Monde », eau en République dominicaine avec « Enda Caribe », eau au Pérou avec CARE, eau au Maroc avec « Migrations et Développement », élevage au Pérou avec un programme Telefood de la F.A.O. et centre de nutrition en Mauritanie avec l'association « Enfants du Désert ». L'ensemble des O.N.G. qui réalisent les micro-projets doivent répondre à un cahier des charges très précis : présenter des réalisations réussies, associer et former les communautés bénéficiaires, proposer des micro-projets qui assurent un suivi en terme de développement durable, respecter l'équité entre ethnies et religions, accepter une totale transparence dans l'utilisation des fonds, informer les communautés que les micro-projets sont financés par le tourisme...

L'ensemble du système (collecte et redistribution) est contrôlé par la société d'audit internationale KPMG. TFD, qui ne demande pas d'argent aux consommateurs, ne prélève aucune somme pour son fonctionnement sur l'argent



attac

dédié aux micro-projets dans les pays en voie de développement.

Un 4ème guide est en préparation pour mars 2002 et de nouveaux micro-projets de développement seront financés et annoncés pour le début de l'année. A terme, l'ambition de TFD est d'étendre ce système de labélisation et de redistribution dans les autres pays émetteurs de tourisme en Europe. TFD Suisse est déjà en voie de création...

Un système gagnant / gagnant

TFD met progressivement en place un système où l'ensemble des acteurs impliqués dans la chaîne économique sont « gagnants » :

- Les populations des pays visités bénéficient de programmes de développement durable,
- Les O.N.G. voient leur financement facilité grâce à cette « banque de redistribution » et de ce fait, économisent des sommes utilisées à la collecte de fonds,
- Les voyageurs labélisés répondent mieux aux exigences de leurs clients et, à terme, protègent leur industrie contre les conséquences inhérentes aux déséquilibres sociaux,
- Les consommateurs ont la satisfaction de réaliser un acte concret (et facile) de solidarité internationale, validé par les O.N.G. spécialistes du développement durable. Ils protègent aussi à terme l'une de leurs libertés fondamentales : celle de se déplacer partout et en toute sécurité.

Nous souhaitons aujourd'hui que TFD soit reconnue par les consommateurs-citoyens comme une des « stratégies novatrices » et efficaces pour lutter contre la misère. Francesco FRANGIALLI, Secrétaire Général de l'Organisation Mondiale du Tourisme a déjà affirmé que : « Tourism for Development a mis en place un système efficace en vue d'assurer une meilleure répartition des richesses en faveur des populations locales ». Il reste maintenant aux consommateurs de faire vivre et grandir ce système de redistribution. « Tourism For Development » pourra être un puissant levier de financement pour le développement durable à condition que ces derniers l'exigent massivement.

Rêvons en effet un peu... L'industrie touristique mondiale génère plus de 3 300 milliards de francs de recettes par an au niveau mondial.

Calcul fait et si les consommateurs s'impliquent en nombre dans le choix de leurs prochaines vacances, TFD pourrait en quelques années récolter et redistribuer plus de fonds que la Banque Mondiale pour financer des O.N.G. et associations humanitaires qui travaillent dans le minimum vital : de quoi sauver des millions de vies ! A l'heure de préparer ses prochaines vacances, toute personne qui se dit responsable doit faire le bon choix... Avec les voyages labélisés TFD, elle le peut. Il est nécessaire d'en prendre conscience, il est urgent d'agir.

Mustafa EL GUENDY  
Président de TFD International

Pour plus d'informations :  
Tourism For Development 12, rue de la Gare  
92320 CHATILLON Tél/fax : 01 46 55 66 83 –  
Mail : [t.f.d@wanadoo.fr](mailto:t.f.d@wanadoo.fr) Internet :  
[www.tourismfordevelopment.com](http://www.tourismfordevelopment.com)

## Parlons dette

Par Carlos Debiasi

"La dette externe est illégitime, inhumaine et immorale et non seulement parce que c'est un outil de domination et de pillage, mais aussi parce qu'elle constitue une somme de corruptions, d'arrangements, d'intérêts émanant de petits groupes nationaux et étrangers qui ont dominé et enrichi de très rentables négoce à partir de la dette externe." C'est ce que clame haut et fort Aurora Donoso, de l'association Action Ecologique, Amigos de la tierra, depuis l'Equateur. Un cri poussé depuis les Andes qui cherche un écho. Aurons-nous autant de courage que l'arrogance qui nous caractérise pour être cet écho, nous les pays du Nord, développés et industrialisés ?

Oui, la dette pour acheter des technologies obsolètes, des armes pour réprimer, pour construire des infrastructures qui facilitent le travail des groupes internationaux... est une dette immorale, parce qu'on la fait payer aux populations locales. Dettes contractées pour des achats inutiles, comme le prône une attitude consumériste, pour alimenter la fuite des capitaux, pour nourrir la corruption ou pour faire basculer les dettes privées en dettes d'Etat par diverses pressions opérées sur des Etats affaiblis... Tout cela alourdit la dette extérieure de ces peuples qui dans la grande majorité ne sont même pas au courant. Voilà qui serait illégal dans n'importe quel pays du Nord et sanctionné par les lois mais aussi par l'opinion publique.



attac

Madame Donoso demande un audit complet et détaillé des différentes dettes extérieures des pays du tiers monde, ce qui est bien sûr plus que nécessaire mais quelle peut être la valeur aux yeux du Nord si ce même Nord n'en fait pas autant ? Oui, un audit fait par notre puissance d'investigation à propos de la légitimité de ces dettes. Un audit international qui fixe les responsabilités Nationales et Etrangères des dirigeants politiques ou non, bénéficiaires bénéficié de cet endettement irresponsable qui a provoqué de graves crises voire des désastres; et pour cela il faut mettre à jour les mécanismes d'endettement, les conditions imposées par les organismes internationaux et/ou financiers afin d'établir enfin un code de déontologie autre que la recherche du plus grand profit.

Ils ne nous doivent plus rien !

« Malgré son illégalité et son immoralité cette dette externe a déjà été payée », poursuit Madame Donoso, et pour ce faire, il suffit de faire référence aux flux financiers établis entre l'Amérique Latine et le Tiers Monde.

Les faits portent à la réflexion: Entre 1982 et 1996, en quatorze ans, L'Amérique Latine a payé 739.900 millions de dollars, c'est à dire plus du double de ce qu'elle devait en 1982, soit à l'époque 300.000 millions des dollars et pourtant elle doit toujours 607.230 millions de dollars

selon l'économiste Jacobo Schatan.

Selon le Président du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde Eric Toussaint, de 1980 a 1992, en douze ans, les pays du Tiers Monde ont remboursé 1.662.000 millions des dollars, un chiffre trois fois supérieur à leur dette de 1980 qui était de 567.000 millions de dollars.

Chaque année, les services de la dette drainent depuis les pays du Tiers Monde entre 160.000 y 200.000 millions de dollars vers les banques privées, spéculateurs financiers, le FMI, La Banque Mondiale et les Etats enrichis.

Le remboursement de la dette est un vrai "pipeline" qui transporte des millions de dollars provenant du produit social des travailleurs du Sud et qui dirige ces flux de richesses vers ceux qui possèdent des capitaux au Nord, sans oublier au passage les commissions que s'octroient les classes dirigeantes en place dans les pays du Sud.

Un exemple est à ce propos, éloquent, celui de l'Argentine : il montre à la perfection comment une classe dominante éduquée et en place nourrit ce pipeline avec abnégation pendant que ses Economies Nationales réduisent à néant des générations de gens qui n'ont même plus de travail, et ne peuvent plus subvenir à leurs besoins.

Un citoyen d'un pays du Nord peut imaginer la réaction de son pays si ce dernier était affecté par la décision unilatérale des banques internationales de faire passer les taux d'intérêts de 6% à 20% depuis 1982 ? On aurait certainement assisté à une levée de boucliers spectaculaire !

C'est pour cela qu'on peut penser qu'avec les intérêts que les débiteurs ont déboursé en se serrant la ceinture depuis des années, le remboursement est suffisant; et s'ils avaient un minimum de réflexion sur le plan humain ou tout au moins commercial, les responsables des pays prêteurs devraient laisser filer le reste de la dette pour ne pas tuer la poule aux œufs d'or.

"Selon Jacobo Schatan dans son livre "El saqueo de América Latina" (Le pillage de l'Amérique Latine) le volume des exportations de l'Amérique Latine a augmenté entre 1980 et 1995 de 245%. Entre 1985 et 1996, auraient été extraits et envoyés à l'extérieur 2.706 millions de tonnes de produits de base, la plupart d'entre eux non renouvelables, puisque 88% correspondent à des minéraux et du pétrole.

En faisant une projection jusqu'en 2016 M. Schatan calcule que le total des exportations des biens naturels de l'Amérique Latine vers les pays du Nord se montera de 11.000 millions de tonnes. Imaginons alors les impacts sociaux et environnementaux que cette extraction des biens naturels génèreront!"

Avec ceci nous avons de quoi réfléchir, mais vite.

Jusqu'à quand l'opinion publique de cette partie si grasse et si bien nourrie du monde fera lâchement l'économie d'une vraie réflexion. Qu'attendons-nous, nous les Européens, par exemple dans le cas de l'Argentine pour réagir alors que nos propres investissements sont majoritaires dans ce pays! Si peu de gratitude pour un pays qui a accueilli des centaines de milliers de vos grands-parents à une époque où l'Europe se traînait de misère en misère. Avons-nous une mémoire uniquement pour les



attac

Américains du nord seulement ? N'oubliez pas que pendant que l'Europe s'étripait dans des bains de sang inoubliables, les parents de ces gauchos là envoyaient des bateaux remplis de blé et de ses fameux bœufs pour nourrir nos peuples en souffrance. A l'époque on était heureux que l'Argentine soit le grenier du monde.

#### CONVERSION ou INQUISITION ?

Le nouveau piège de la colonisation financière, c'est la conversion. Ce nouveau cheval de Troyes est l'arme fatale, des soldats du FMI, comme en témoigne aujourd'hui la situation de l'Argentine.

Nous avons connu les moines-soldats, nous connaissons aujourd'hui les économistes-soldats du FMI, etc.

Non seulement les Institutions Internationales se gargarisent qu'avec de phrases comme "Eradication de la pauvreté ", mais elles continuent à réclamer toujours plus pour des dettes qui sont en vérité largement acquittées. Jamais la solution de la dette du Tiers Monde viendra des institutions puisque se sont elles-mêmes qui les génèrent et s'en servent comme une bride pour garder le contrôle sur les pays endettés.

Aucune des propositions des Organismes Internationaux ne produit un effet susceptible d'aider ces pays à s'en sortir. Tomber dans la gueule du loup des Institutions Internationales du FMI/BM/OMC/ALCA/, Club de Paris, des pays du G7 et ses politiques néolibérales, c'est se retrouver à accepter à travers la dette externe - comme en Equateur - la dollarisation, leur bases militaires, des Plans type Colombie, des ALCA, leurs produits, etc., ça revient à tomber dans le jeu pervers du système néolibéral.

Comme pour le terrorisme, nos Etats si puissants ou l'Europe depuis Bruxelles devraient prendre des dispositions pour qu'il soit possible de confisquer les capitaux de ceux qui provoquent la destruction sociale, économique, culturelle, environnementale de tous ces pays qui sont étranglés. Et ainsi les obliger à restituer les millions qui ont été soustraits au circuit normal de l'économie mondiale.

Mais au-delà de l'argent, c'est aussi les obliger à arrêter le massacre sur les populations, en les privant de moyens de subsistances décentes, ce qui provoque le déplacement des populations vers le Nord où pour compléter le pillage, seuls

ceux qui sont instruits seront acceptés. Qu'est ce que cette nouvelle façon d'extermination des plus démunis?

Le problème de la dette externe n'est qu'un problème politique et non économique, comme ce fut le cas de L'Espagne, la Grèce, le Portugal ou l'Irlande qui en l'espace de quelques années ont rattrapé 50 ans de retard et avec dignité.

Pour retrouver cette dignité les pays du Sud ou le tiers monde est prêt à oublier la dette historique que le Nord ne mentionne jamais et pour laquelle, pire, il ne se pose même pas la question. Le pillage colonial demeure dans une totale impunité.

Non seulement, il faut inscrire au bilan la spoliation des richesses d'aujourd'hui. Nous devons aussi ajouter les dommages sociaux, culturels et environnementaux du passé.

Aux dommages provoqués par les années de plomb subies par l'Amérique Latine et auxquelles toutes les puissances ont participé avec des figures remarquables, allant de Henri Kissinger à l'ex-général Aussares, de connivence avec les gouvernements de l'époque, il convient de ne pas oublier les recherches effectuées Madame Donoso: elle nous apprend les Archives de Séville, " on peut constater que dans la seule période 1503 - 1660 ont été pris en Amérique Latine 185.000 kilos d'or et 16.000.000 de kilos d'argent traduites à des valeurs actuelles ces ressources sont bien supérieures à la dette externe qui fait tant de mal aux populations du tiers monde; ceci en ne comptant que ces deux ressources ", et en vous épargnant les quantités des bois, des peaux et les morts humains.

Le maintien de cette vache à lait illégitime et immorale par des institutions internationales et Groupes originaires des pays Industrialisé du Nord sont une injure à la haute image et mission que cette même moitié du monde s'est octroyé.

Voilà le chemin qui reste à faire pour s'acquitter de la dette historique envers l'humanité et retrouver ainsi une vraie dignité pour tous.

Carlos Debiasi, membre d'ATTAC ,  
[cdebiasi@wanadoo.fr](mailto:cdebiasi@wanadoo.fr)

#### **Les petits secrets de Doha**

Par Corporate Europe Observatory

Les lobbyistes des transnationales considèrent les résultats de la réunion ministérielle de l'OMC





attac

à Doha, au Qatar, comme une victoire du libre-échange.

Après une longue campagne en faveur d'un nouveau cycle de négociations pour accélérer la libéralisation du commerce global et des investissements, les USA et l'Union européenne ont finalement obtenu à peu de chose près ce qu'ils espéraient. Les milieux d'affaires, qui étaient très fortement représentés dans les coulisses à Doha, sont restés pratiquement invisibles. Comme les délégations des pays du Nord défendaient fidèlement le programme des grands groupes, il ne leur était pas utile de montrer leurs dents au public !

Maintenant qu'est retombé le tourbillon de la ministérielle du Qatar, la bataille sur la façon d'interpréter la rédaction, plutôt absconse, de la Déclaration ministérielle commence. En effet, dans la seconde partie de cette conférence du 9 au 14 novembre, qui se prolongea 48 heures de plus, les négociations donnèrent constamment l'impression d'être sur le point d'échouer du fait des conflits Nord-Sud .

Le texte final est plein de compromis, exprimés avec un soin méticuleux, qui détermineront chacun ce qui sera réellement négocié quand les débats commenceront, en janvier 2002.

Tout en faisant des concessions mineures aux gouvernements du Sud, l'Union européenne et les USA ont remporté des succès majeurs dans leur offensive pro-libérale.

Le Programme de négociations est moins ambitieux que ne le désirait l'Union européenne depuis 1996, qui voulait en faire le "cycle du millénaire", mais en tout état de cause un cycle a bien commencé à Doha. Des négociations parallèles auront lieu sur l'accès aux marchés pratiquement dans tous les secteurs, des services à l'agriculture en passant par la production industrielle.

Les conversations porteront également sur des sujets tels que le statut des accords multilatéraux sur l'environnement et la libéralisation des "services pour l'environnement".

Tous les sujets en cours de négociation feront partie d'un "ensemble unique" devant entrer en vigueur en 2005. Les négociations seront supervisées et coordonnées par un tout nouveau "Comité des négociations commerciales".

Les principaux désaccords portent sur les nouveaux points que l'Union européenne veut introduire dans ce cycle, en particulier les investissements, les marchés publics et la politique de concurrence. L'Union européenne désire éliminer les restrictions auxquelles sont confrontées les sociétés ayant leur siège en Europe et opérant dans les pays du Sud, obstacles que l'Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI), mort-né, cherchait déjà à détruire.

Dans la phase finale de la réunion ministérielle de Doha, l'Union européenne a réussi à faire ajouter ces points au programme de négociation inclus dans le projet de déclaration ministérielle. Nombre de gouvernements du Sud ont énergiquement protesté, l'Inde ayant même menacé de quitter la conférence. Ce n'est qu'après avoir reçu une "note présidentielle" reportant à plus tard cette décision que l'Inde a accepté le projet de déclaration ministérielle. Cette note accorde aux gouvernements un droit de veto quand le point sera à nouveau discuté, lors de la prochaine réunion ministérielle de l'OMC en automne 2003.

L'Union européenne, en tout cas, déclare que le début des négociations sur ces nouveaux points ne peut être remis en cause et que la cinquième réunion ministérielle aura seulement à décider les modalités des négociations.

#### Satisfaction des grands groupes

Ainsi que l'on pouvait s'y attendre, les lobbies défendant les intérêts de ces groupes ont été satisfaits par le compromis de Doha. "Des années de blocage ont enfin été brisées et des négociations internationales d'un intérêt vital peuvent maintenant commencer", a déclaré Franklin J. Vargo, vice-président de l'Association Américaine des Industriels. "Nous avons gagné la discussion sur le libre-échange avec le reste du monde", a encore dit Vargo, qui était chargé des négociations sur le commerce sous le gouvernement Clinton.

La Chambre de Commerce Internationale (CCI), le lobby des employeurs européens (UNICE), leur équivalent japonais le Keidanren, et beaucoup d'autres lobbies représentant les grands groupes ont également exprimé leur satisfaction, mais de manière moins enthousiaste.

Dans la "course" pour Doha, nombre de ces groupes avaient quelque peu limité leurs exigences et donné la priorité au lancement du



attac

cycle lui-même, plutôt qu'au contenu et à la portée proprement dits des points à discuter.

De même, durant la phase la plus cruciale des discussions de Doha, les groupements industriels tels que le Forum Européen des Services (FES) et l'UNICE ont déclaré à la Commission européenne que le fait de réussir à lancer un nouveau cycle de discussions était plus important que de mettre en avant de nouveaux points de nature discutable. Toutefois, dans leur réaction officielle, l'UNICE et le FES ont déclaré très hypocritement "être déçus par le report des discussions" sur ces nouveaux points.

L'UNICE a également accepté les négociations sur le commerce et l'environnement, ce qui est moins surprenant qu'il ne le semble. La Déclaration ministérielle de Doha lance des négociations ("sans préjuger de leurs résultats") sur les relations entre les règles de l'OMC et les Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME), tels que le protocole de Kyoto. Le texte est rédigé de telle sorte que les négociations pourraient aboutir à la conclusion que les règles de l'OMC sont supérieures aux AME.

Le deuxième point négocié est la libéralisation des "biens et services pour l'environnement". Alors que ce sujet pourrait sembler anodin, il inclut des secteurs comme l'approvisionnement en eau, où l'impact de la dérégulation et de la privatisation peut être désastreux.

Les lobbies des industries de services américaines, européennes et japonaises ont accueilli favorablement ce nouveau "cycle" mais auraient aimé un calendrier plus ambitieux pour les négociations du GATS, qui sont déjà en cours actuellement mais font partie du cycle. Les premières discussions en vue d'ouvrir l'accès aux marchés devront se tenir en 2002 et début 2003, après quoi la phase la plus intense des négociations pourra commencer. Le GATS n'était pas un point majeur à Doha, mais l'Union européenne s'est efforcée d'accélérer le calendrier de négociations des services.

Des voix discordantes se sont tout de même élevées.

Les lobbies américains se sont déclarés insatisfaits, les négociateurs américains ayant selon eux accepté trop de compromis pour obtenir le soutien des pays du Sud à l'ouverture d'un nouveau "cycle".

L'industrie américaine de l'acier, traditionnellement protectionniste, est inquiète

des futures négociations sur les lois antidumping, que le gouvernement utilise fréquemment pour repousser les importations d'acier bon marché.

Evidemment R.K. Morris, représentant depuis toujours la "nouvelle économie" (membre du "Global Business Dialogue" qui traite du commerce électronique [e-commerce]), déclare quant à lui n'avoir rien à craindre des résultats de cette négociation : "Je pense que les USA n'ont fait aucune concession substantielle, mais il faut reconnaître que le premier pas qu'ils ont fait en matière de dumping demandait clairvoyance et courage."

L'industrie pharmaceutique mondiale s'est opposée à la formulation de la déclaration de Doha, qui confirme le droit des pays en développement de se procurer des versions "génériques" "bon marché" de spécialités brevetées afin de protéger leur santé publique. Dans leurs réactions face à Doha, les lobbies pharmaceutiques ont insisté sur le fait que les TRIPS (accords sur la propriété intellectuelle), qui protègent les brevets à l'échelle mondiale, n'avaient pas été amendés.

Pourquoi Doha n'a pas été un Seattle II

Dans leurs explications du "succès" de la réunion ministérielle de Doha, les industriels mentionnent tous "l'effet 11 septembre", qui a incité les gouvernements à plus de souplesse.

Bien sur, ils n'ont également pas manqué de mentionner l'absence de manifestations de masse contre un nouveau "cycle" à Doha, due au lieu, aux restrictions de visas et autres. Les médias et les négociateurs ont largement passé sous silence le fait qu'il y a eu des manifestations locales dans plus de 30 pays, réunissant des dizaines de milliers de personnes dans les rues le jour de l'ouverture de la réunion ministérielle de Doha. Il y a eu des démonstrations pacifiques dans plus de 100 villes en Italie dont plus de 50 000 manifestants à Rome, contre l'OMC et les bombardements en Afghanistan. En Allemagne, des actions se sont produites dans plus de 25 villes, dont 5 000 manifestants à Berlin. En France, la manifestation la plus importante a regroupé 10 000 personnes à Paris et plus de 40 000 en province. En fait, bien plus de gens se sont mobilisés que pour Seattle, mais l'impact direct a été beaucoup moins fort.

A Seattle, les manifestations à l'extérieur du site de la conférence ont accentué le fossé entre le



attac

Nord et le Sud et le conflit entre l'Union européenne et les USA, avec pour résultat l'échec des négociations.

A Doha, ces deux conflits, avec ou sans manifestations, étaient de toute manière explosifs. Depuis décembre 1999, les USA et l'Union européenne avaient intensifié leur campagne en faveur d'un nouveau "cycle", le commissaire Lamy et ses homologues américains sillonnant le monde entier pour mettre la pression sur les gouvernements du Sud .

Lors des discussions préparatoires à Genève, de nombreux ambassadeurs du Sud à l'OMC se sont fortement opposés au lancement d'un nouveau cycle, mais de fortes pressions des gouvernements du Nord à Doha ont réussi à miner l'opposition de nombreuses capitales du Sud .

Les gouvernements du Nord ont utilisé le cocktail "carotte ou bâton", proposant de leur offrir de l'assistance ou l'accès à leurs marchés, ou menaçant de rappeler à l'ordre les ambassadeurs des gouvernements du Sud "obstinés".

Dans tous les cas, les ministres du Commerce qui assistaient à la réunion ministérielle de Doha ont généralement été moins agressifs que leurs ambassadeurs à Genève, y compris le ministre indien du Commerce, Murasoli Maran, qui a pris la tête de l'opposition à l'inclusion de nouveaux points dans un nouveau "cycle". Sa menace d'abandonner la conférence, risquant ainsi de causer un nouveau "Seattle", semble avoir été une tactique rusée de négociation plus qu'une tentative sérieuse de bloquer le nouveau cycle.

Alors que le gouvernement indien était soumis à la pression du mouvement indien réclamant des "alternatives à la globalisation mercantile", il devait également faire face à des pressions croissantes en faveur de l'acceptation d'un nouveau cycle. Le lobby en faveur du cycle regroupait par exemple le patronat indien ainsi que des "groupes de réflexion" néolibéraux comme la Rajiv Gandhi Foundation ou l'Indian Council for Research in International Economic Relations.

Maran lui-même était clairement plus près du deuxième camp que du premier. Ex-directeur d'une "joint-venture" avec la Susuki Motor Corp, Maran a la réputation d'être un "partisan acharné du libre marché".

Le résultat des débats à Doha a également été énormément influencé par le fait que les USA et l'Union européenne étaient infiniment plus unis pour lancer un nouveau "cycle" qu'ils ne l'avaient été dans le passé.

Le commissaire européen Lamy et le représentant américain Zoellick ont travaillé en tandem à promouvoir le nouveau cycle, tant avant qu'après la réunion ministérielle de Doha.

Le compte rendu par la Commission interne européenne d'une réunion stratégique de novembre 2000 entre la CE et le TABD - ainsi que cela a été vérifié par le "Corporate Europe Observatory" - révèle que la CE ne considérait pas que l'opposition des gouvernements du Sud constituait un obstacle bien sérieux.

Le directeur général de la CE pour le Commerce, Carl Mogens, a déclaré aux lobbyistes industriels qu'un nouveau "cycle" sera lancé dès que les USA et l'Union européenne seront d'accord.

Lorsqu'un représentant du TABD a objecté que les pays en développement étaient opposés à un vaste programme, Mogens a exprimé son désaccord en donnant "l'exemple de l'Inde, qui aurait participé aux discussions sur les investissements, la concurrence et l'environnement si cela lui avait été présenté correctement à Seattle".

Le compte rendu de la Commission interne donne également un aperçu troublant de la symbiose entre la CE et l'industrie en faveur d'un nouveau cycle OMC.

Lors de la réunion de novembre 2000, Mogens précisait que certains des désaccords entre les USA et l'Union européenne "pourraient être supprimés en se référant à des exemples de positions conjointes prises par les industries des USA et d'Europe".

Quand le TABD demanda ce que le milieu des affaires pourrait faire pour promouvoir un accord CE-USA, la CE les pria de faire du cycle la priorité n°1 des deux cotés de l'Atlantique. Durant l'ère Clinton, le milieu des affaires américain avait été moins favorable à l'approche "cycle", préférant lancer des négociations plus rapides du type "primeurs".

En 2001, les représentants de l'Union européenne comme ceux des USA au TABD ont fortement poussé au lancement d'un autre cycle de 3 ans à l'OMC.



attac

Au niveau gouvernemental, la CE a travaillé en collaboration étroite avec l'administration Bush pour établir un programme OMC commun, et ce partenariat a été un facteur déterminant du résultat de Doha.

#### Lobbying camouflé

Les lobbies des grands groupes européens et américains sont partis à Doha en sachant bien que "leurs" gouvernements souhaitaient lancer un nouveau cycle OMC taillé sur mesure pour privilégier leurs intérêts. Il n'est donc pas surprenant, selon un participant d'une ONG, qu'ils soient restés très discrets durant toute la réunion, bien qu'ils aient été présents en grand nombre.

Cette nouvelle stratégie de discrétion est en totale opposition avec celle employée à Seattle, où, entre autres, ils ont organisé des ateliers et participé à des panels à l'occasion d'événements parrainés par le Secrétariat de l'OMC.

A Doha, les lobbyistes industriels ont gardé le silence au Forum des ONG, alors que les commissaires européens et les ministres des divers gouvernements discutaient avec leurs représentants. Plus de 130 groupe de lobbyistes étaient présents à Doha, sans compter l'agro-alimentaire, sur un total de 465 ONG. Bien qu'un tel nombre soit conséquent, il était inférieur aux niveaux atteints avant le 11 septembre.

En août, l'OMC avait rendu publique une liste de 647 ONG agréées. Plus de la moitié d'entre elles étaient des groupes de pression du milieu des affaires, tandis que moins d'un tiers correspondaient à ce que la plupart des gens considérerait comme des ONG d'intérêt public. Et de nombreux lobbyistes des grands groupes, particulièrement d'origine américaine, ont choisi de s'abstenir pour des raisons de sécurité suite au 11 septembre et à la guerre en Afghanistan.

Parmi les lobbyistes qui étaient à Doha, nombreux sont ceux qui ont travaillé en coulisse, mettant la pression sur les négociateurs lors de réunions bilatérales, ou dans les couloirs du bâtiment de la conférence.

Les lobbies de l'industrie européenne semblent avoir été coordonnés par l'UNICE, qui tenait journalièrement à Doha des réunions à huis clos. Par ailleurs, de nombreux lobbyistes industriels étaient consultants auprès des délégations gouvernementales. Par exemple, l'UNICE et l'ESF étaient consultants auprès de la délégation de la Commission européenne. Le patronat

hollandais, VMO-NCW, avait un rôle équivalent auprès de la délégation des Pays-Bas, et c'était le cas de beaucoup d'autres délégations.

La plupart des délégations gouvernementales incluait également de "vraies" ONG. Mais les industriels, en plus des réunions officielles des délégations, en avaient d'autres avec les négociateurs gouvernementaux. L'UNICE par exemple a organisé une série de réunions bilatérales avec les groupes industriels et les représentants de la Communauté européenne.

Il est très probable que le Secrétariat de l'OMC a aidé les lobbies des affaires à masquer leur influence à Doha, afin de ne pas augmenter l'inquiétude du public devant l'importance de la puissance des grands groupes.

On rapporte que le Secrétariat de l'OMC est intervenu lorsque le comité d'accueil qatari a mis une affiche avec les sigles des compagnies parrainant l'événement. Le sommet de Doha était parrainé, entre autres, par ExxonMobil, TotalFinaElf, DaimlerChrysler, Samsung et la banque nationale du Qatar. Le Secrétariat de l'OMC a fait ressortir que les politiques de parrainage étaient de la responsabilité des hôtes, soit du gouvernement qatari.

#### Les groupes en première ligne

Quand des représentants du milieu des affaires sont sortis à découvert, les plus importants sont restés en arrière tandis que des groupes plus ou moins obscurs occupaient le devant de la scène.

Le 13 novembre, un groupe d'"ONG pro-libre-échange" a organisé une conférence de presse dans le bâtiment de la conférence. Cette "coalition de Doha pour la prospérité par le libre-échange" a déclaré qu'elle voulait s'assurer que "les voix en faveur des échanges étaient bien entendues et que les ONG anti-libre-échange et anti-OMC ne mobilisaient pas la couverture médiatique de cet accord historique".

Cette nouvelle coalition avait été créée dans une réunion stratégique tenue à Doha 3 jours avant, à l'initiative d'Alan Oaxley, membre de l'APEC Study Centre australien et ancien négociateur australien au GATT. Cette réunion stratégique, qui a discuté des "moyens de contrer les messages anti-globalisation des ONG", regroupait environ 20 groupes.

Parmi les participants les plus actifs de la réunion, on comptait l'ultra-néolibéral Institut Fraser (Canada), l'International Policy Network



attac

(IPN) et d'autres durs du même genre. L'IPN, basé à Londres a été particulièrement offensif ces derniers mois contre les opposants à l'OMC, et les principaux journaux ont accueilli ses articles hystériques sous des titres du style "Émeutes, Bagarres et Cie, raison sociale des opposants à la globalisation".

À la fin de la réunion ministérielle de Doha, la "Doha Coalition for Prosperity from Free-Trade" a publié un communiqué se félicitant du résultat, en se présentant comme une "coalition d'entreprises et d'ONG". En fait, cette déclaration était signée par les dix plus importantes fédérations commerciales, telles que l'ESF, le Global Business Dialog ou la Confederation of British Industry.

Et les ONG à but non lucratif étaient toutes des groupes de réflexion néolibéraux financés par les grands groupes. Le Free-Trade Writer's Group montre bien jusqu'où il est possible d'étirer le concept d'ONG. Cette organisation, accréditée auprès de la réunion de l'OMC comme un "Free-Trade Fan Club", est la couverture d'un groupe industriel, le géant des relations publiques APCO, créée par Rachel Thompson, autre ex-négociatrice au GATT qui est passée du côté des lobbies.

Le Free-Trade Writer's Group et sa participation à la "Doha Coalition for Prosperity from Free-Trade" est un exemple classique du type de "service public" offert par APCO sous le label de "plaidoyer à la base". "Nous déployons toute notre activité et celle de nos alliés pour bâtir de solides coalitions organisant le public à la base et dans les couloirs du pouvoir", ainsi qu'il est écrit dans le site web de l'APCO. Ce groupe possède un bureau très actif à Genève, dirigé par l'ancien ambassadeur canadien à l'OMC, John Weekes.

#### Perspectives post-Doha

Doha a montré que les gouvernements tant du Nord que du Sud restent fermement attachés aux politiques néolibérales de commerce et d'investissement, et ce malgré la montée spectaculaire d'un mouvement d'opposition durant ces dernières années.

Le commissaire européen au Commerce, Lamy, définit le résultat de Doha comme "un cycle qui est axé sur le développement". Mais le fait est que l'Union européenne est venue à Doha porteuse d'un ensemble d'objectifs correspondant aux priorités des grands groupes qu'elle s'est efforcée d'imposer au reste du monde.

Doha a révélé la réalité cynique masquée derrière la formule progressiste de Lamy : "Aménager la globalisation".

Pendant ce temps, l'industrie s'apprêtait à récolter les fruits de son lobbying "pré-Doha" en poussant pour une libéralisation à tout crin grâce aux nouvelles négociations avec l'OMC.

Cette offensive des grands groupes va toutefois buter contre beaucoup de points sensibles qui pourraient bien les faire trébucher et fortifier encore plus le mouvement contre la marchandisation accélérée de la société. Cela dépendra de la force des campagnes en vue de démocratiser les politiques commerciales et les investissements dans le Nord et dans le Sud.

De toute évidence, la poussée irresponsable de l'Union européenne en faveur d'une dérégulation globale accélérée, si bien maquillée qu'elle soit par les relations publiques, doit être stoppée.

Un bon point de départ est de se défier des relations de symbiose entre l'Union européenne et les lobbies des grands groupes comme le TABD et l'ESF.

Nos remerciements à Tony Clark, K.T. Suresh, Nicole Metz, Rémi Parmentier, Alexandra Wandel et à tous les autres pour leurs commentaires sur Doha.

Extrait de Corporate Europe Observer (ni 10)  
<http://www.xs4all.nl/ceo/observer10/observer10.pdf>

Traduction Stan Gir et Irène Colas, traducteurs bénévoles [coeditrad@attac.org](mailto:coeditrad@attac.org)